

RTT, écologie, retraite et gains de productivité : Michel Rocard se trompe doublement, et il n'est pas le seul

Jean-Marie Harribey

9 mars 2013

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2013/03/09/rtt-ecologie-retraite-et-gains-de-productivite-michel-rocard-se-trompe-doublement-et-il-n-est-pas-le-seul>

Michel Rocard est intelligent et il a le verbe haut. Il a une formule jolie et qui pourrait avoir une certaine validité : « Travailler beaucoup plus, mais tous ensemble collectivement et moins individuellement, voilà la solution. »¹

À l'appui de cette idée, il indique que, pendant les Trente Glorieuses, les Français travaillaient 41 milliards d'heures par an. Aujourd'hui, ils ne travaillent que 37 milliards d'heures, mais on compte 5 millions de chômeurs. Le calcul serait simple : retrouvons les 41 milliards pour atteindre le plein emploi. Le calcul est-il juste ?

Réduire ou allonger le temps de travail : il faut choisir

Aujourd'hui, en arrondissant un peu car il y a des temps partiels², environ 23 millions d'actifs-équivalent-temps complet ont un emploi et travaillent donc 37 milliards d'heures. Ce qui donne une moyenne de 1600 heures par an pour un temps complet ou bien 1480 heures si on tient compte des 4,6 millions d'emplois à temps partiel³. Si on donne un emploi aux 5 millions de chômeurs et que les désormais 30 millions d'actifs à temps complet travaillent 41 milliards d'heures, ils travailleront chacun 1366,7 heures par an. La RTT sera donc de $1366,7 / 1480 = 0,9234$, soit une baisse moyenne de 7,66 %. Ramenée à la semaine, cela représente un passage de 36,5 heures (horaire effectivement travaillé en moyenne aujourd'hui) à 33,7 heures. On n'est pas vraiment rendu à 32 heures ou moins, comme le prônent Michel Rocard et Pierre Larrourou⁴.

D'où vient cet écart ? De l'erreur qui consiste à vouloir travailler 41 milliards d'heures alors que, sur la base des besoins actuellement couverts, 37 milliards d'heures suffisent. Donc, pour embaucher 5 millions de chômeurs tout en maintenant un volume d'heures de travail global constant, l'horaire annuel individuel devrait être de $37 \text{ milliards} / 30 \text{ millions} = 1233,3$ heures. Cela représenterait une RTT de $1233,3 / 1480 = 0,8333$, soit une baisse de 16,7 %. Ramenée à la semaine, cela représenterait un passage à environ 30,4 heures. Là, on serait dans l'ordre de la RTT significative telle que semble le souhaiter Rocard.

Mais il faut interroger plus à fond l'hypothèse d'un retour à un volume global de 41 milliards d'heures de travail. Comment cette hypothèse s'accorde-t-elle avec la prise en

¹ M. Rocard, « Travailler plus collectivement, mais moins individuellement. Voilà la solution », *Le Nouvel économiste*, 26 février 2013, <http://www.lenouveleconomiste.fr/michel-rocard-travailler-plus-collectivement-mais-moins-individuellement-voila-la-solution-17657/#.UTi4K92QcmV>.

² Voir notamment le blog voisin de Denis Clerc, « Place aux seniors », 3 mars 2013, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/clerc/2013/03/03/place-aux-seniors>.

³ En 2011, l'INSEE comptait 25,778 millions d'emplois dont 17,9 % à temps partiel : http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATnon03244. Selon la DARES, les salariés à temps partiel travaillent en moyenne 23,2 heures par semaine contre 39,6 heures pour les salariés à temps complet : <http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2013-005-2.pdf>.

⁴ M. Rocard, P. Larrourou, *La gauche n'a plus droit à l'erreur, Chômage, précarité, crise financière : arrêtez les rustines*, Paris, Flammarion, 2013.

compte de l'écologie ? Elle ne peut pas s'accorder, et cela d'autant moins qu'on n'imagine pas que la transformation envisagée puisse se faire instantanément. Il y aura donc vraisemblablement entre temps quelques gains de productivité du travail (même s'ils sont modestes) qui, alliés avec 4 milliards d'heures supplémentaires donneront un surcroît d'activité et de production : la contribution des seules heures supplémentaires donneront 10,8 % de plus de production, sans compter l'apport éventuel des gains de productivité.

Michel Rocard se trompe donc doublement : socialement et écologiquement. Et la contradiction éclate lorsqu'il aborde la question des retraites. En effet, il préconise d'allonger la durée de cotisation à 43 ans et de reculer l'âge de la retraite jusqu'à 65 ans.⁵ Au double motif que travailler éviterait une « mortalité forte juste après 60 ans » (sic) et « résoudrait le sous-emploi des seniors » (avec quels emplois ?). Fait-il semblant de ne pas comprendre que, si on augmente le temps de travail sur l'ensemble de la vie active, à un instant t , il y aura donc, pour une même démographie globale, une population active plus nombreuse ? Il s'ensuit que, si tel était le cas, nous serions face à une situation où :

- soit le nombre d'emplois offerts n'a pas varié, pour une productivité donnée, et le chômage augmente ;
- soit la RTT envisagée ne suffit plus et il faut refaire le calcul, et d'autant plus si la productivité a augmenté.

Répartir quelle productivité ?

La principale raison des confusions ci-dessus réside dans l'oubli de la relation existant entre production, emploi, productivité horaire du travail et durée individuelle du travail. L'évolution de la productivité étant toujours la source de l'évolution de la production, on constate dans tous les pays de l'OCDE un ralentissement très net des gains de productivité depuis la fin des Trente Glorieuses. Et la crise actuelle ne fait que renforcer cette tendance.

Taux de croissance annuel moyen de la productivité horaire du travail dans les principaux pays industrialisés (ensemble de l'économie, en %)

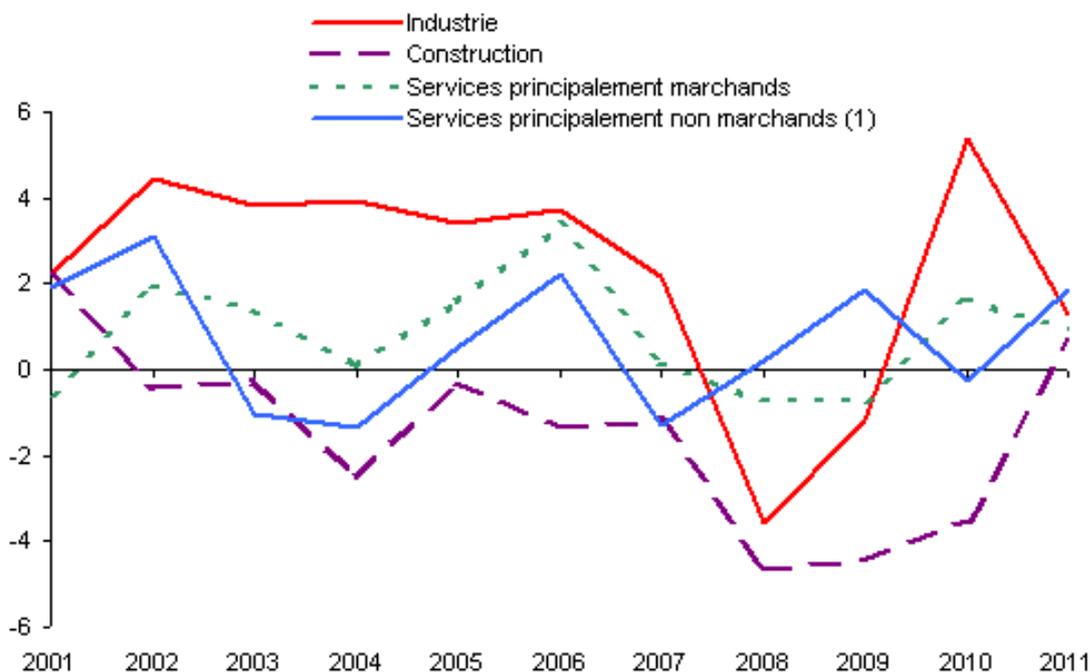
	1870- 1913	1913- 1950	1950- 1975	1975- 1990	1990- 2005	1870- 2005
Allemagne de l'Ouest	1,6	0,7	5,6	2,9		
Allemagne réunifiée					2,2	
Australie	1,1	1,5	2,6	1,3	2,0	1,6
Autriche	1,8	0,9	5,8	2,7	2,6	2,5
Belgique	1,2	1,4	4,6	2,6	1,8	2,1
Canada	2,2	2,3	2,8	0,9	1,5	2,1
Corée du Sud				5,4	4,3	
Danemark	1,9	1,7	3,3	3,0	1,8	2,2
Espagne			6,0	4,1	0,5	
États-Unis	1,9	2,5	2,4	1,3	1,9	2,1
Finlande	1,8	2,3	4,7	3,1	2,3	2,7
France	1,7	2,0	4,9	3,1	1,9	2,6
Grèce			6,0	2,1	1,8	
Irlande			4,6	3,9	4,0	
Italie	1,7	2,0	4,9	2,6	1,0	2,4
Japon	2,0	1,8	7,0	2,9	2,0	2,9
Norvège	1,6	2,5	4,1	3,1	2,7	2,6
Nouvelle-Zélande				1,1	1,1	
Pays-Bas	1,2	1,3	4,3	1,8	0,9	1,9
Portugal			5,6	2,7	2,1	
Royaume-Uni	1,2	1,7	2,7	2,4	2,2	1,9
Suède	1,8	2,8	3,9	1,2	2,2	2,4
Suisse	1,8	2,7	3,2	1,2	1,0	2,2

Source : G. Cette, *Productivité et croissance en Europe et aux États-Unis*, Paris, La Découverte, Repères, 2007, p. 54.

⁵ M. Rocard, « Travailler jusqu'à 65 ans », *Le Journal du dimanche*, 26 janvier 2013, <http://www.lejdd.fr/Politique/Actualite/Michel-Rocard-propose-de-travailler-jusqu-a-65-ans-588196>.

On peut vérifier cette tendance au ralentissement des gains de productivité dans la période récente pour le cas français.

Évolution de la productivité horaire apparente du travail par branche



(1) : le poste "Services principalement non marchands" correspond au regroupement des items "Administration publique", "Enseignement", "Santé humaine et action sociale".

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF08147&page=graph

Que peut-on en déduire pour l'avenir ? Personne n'en sait vraiment rien. Pas plus le Conseil d'orientations des retraites (voir mes textes précédents sur ce blog), que Michel Rocard, que les drogués à la croissance économique et, à l'inverse, que les séduits par la décroissance⁶. Il est très probable que ces gains vont continuer à se ralentir pour deux raisons essentielles : d'une part, la tertiarisation des économies qui comptent, dans les pays développés, au moins deux tiers de services dans lesquels la productivité progresse toujours moins vite que dans l'agriculture et l'industrie, et, d'autre part, la raréfaction ou la dégradation de certaines matières premières et ressources qui pèsent sur la progression de la productivité du travail. Mais peut-on en conclure que la productivité du travail va stagner, voire diminuer, dans un horizon temporel appréhensible ? Si l'on regarde de près le graphique ci-dessus, on voit que les gains de productivité horaire dans l'industrie restent compris, hormis les phases de récession, entre 3 et 4 % par an.⁷ C'est beaucoup moins que pendant la période d'après-guerre mais ce n'est pas zéro. Et, comme les services deviennent de plus en

⁶ J. Gadrey pronostique « La fin des gains de productivité », *Politis*, n° 1243, 7 mars 2013.

⁷ Notons là aussi un détail méthodologique de première importance : raisonner sur la productivité horaire et non pas sur la productivité par tête permet de faire abstraction du moyen le plus courant d'obtention d'un surcroît de productivité, la baisse des effectifs tout en intensifiant le travail restant. L'indicateur de la productivité horaire est donc plus pertinent que celui de la productivité par tête.

plus prépondérants, les gains moyens pour l'ensemble de l'économie restent bloqués autour de 1 à 1,5 % par an. C'est un fait, et il ne sert à rien ni de se lamenter, ni d'entretenir l'illusion qu'on reviendra aux temps anciens où la productivité était montée dans un TGV de la croissance.

Tout cela exige, si l'on veut retrouver le plein emploi et payer des retraites, de mettre en œuvre en permanence une réduction de la durée du travail et une réduction des inégalités de revenus pour faciliter celle-ci. Et, afin de ne pas rester obnubilé sur un point de vue quantitatif, l'important est d'améliorer le contenu du travail et celui de la production : emploi et production de qualité vont de pair.

Dès lors, deux autres erreurs de diagnostic doivent être évitées. L'une consiste à considérer que parler de productivité dans les services est moins pertinent ou plus dangereux que dans l'industrie. C'est croire que la productivité mesure la qualité d'un bien ou d'un service : on retrouve ici la sempiternelle confusion entre valeur d'usage et valeur économique. Pas plus qu'un gain de productivité dans l'industrie automobile ne mesure l'amélioration de la qualité de l'emploi, de la qualité du transport ou l'attente dans les embouteillages, celui dans l'éducation ou la santé ne rend compte de la qualité de celles-ci. Ni plus ni moins. La productivité est un indicateur de valeur économique, ce qui n'a rien à voir avec la qualité du bien ou le bien-être ressenti. Hélas, mais c'est comme ça !

L'autre erreur, mais elle est liée à la première, est de répéter en boucle que la croissance du PIB est l'objectif du capitalisme. Non, chaque capitaliste recherche le taux de profit le plus élevé et se moque pas mal du PIB. Que les politiques économiques, qui servent aujourd'hui avant tout le capital, affichent vouloir le meilleur PIB possible est plus affaire de communication que de réalité. La preuve ? Elles mettent en œuvre l'austérité généralisée dont personne ne croit qu'elle amène croissance économique et productivité, pas même les auteurs de ces politiques. Une seconde preuve ? Le COR table sur une productivité future croissant de 1 à 2 % par an sur le prochain demi-siècle. Au lieu d'en tenir compte, ce qui semblerait logique, pour faire croître les sommes allouées aux retraites de manière parallèle, il envisage plutôt leur décrochage par rapport à la richesse produite. Sauf à le créditer de mauvaises intentions anti-sociales, ne faut-il pas en conclure qu'il ne croit pas du tout à ses prévisions de croissance ?

Autrement dit, au niveau microéconomique, aucun capitaliste, aucun financier, aucun banquier, ne pense son avenir en fonction du PIB. Et, au niveau macroéconomique, les politiques économiques n'ont pas, surtout depuis l'avènement du capitalisme néolibéral, d'objectif de production et d'emploi et, *a fortiori*, d'amélioration des conditions de travail. La stabilité de la rente financière par une inflation faible et le maintien de hauts revenus pour les plus riches leur suffisent. La transition sociale et écologique appelle donc une autre réflexion sur le travail et la productivité. La formule de Michel Rocard serait juste à une condition : travailler moins individuellement et travailler tous, de telle sorte que la réduction individuelle fasse plus que compenser l'augmentation du nombre d'emplois si les besoins essentiels sont satisfaits. La cohérence entre le social et l'écologie est à ce prix.